

LE BUTIN DES PARTIS POLITIQUES ET LEURS PETITS ARRANGEMENTS...

Pour comprendre la campagne électorale pour les élections présidentielles et législatives, le 1^{er} juillet au Mexique, qui s'ouvrira le 30 mars, voici un article du journal de la Fédération Anarchiste du Mexique. BERUMEN explique l'échiquier politique national, un an après l'élection, en 2012, de l'actuel président, Enrique Pena Nieto (PRI). Rien de plus NORMAL que ces coalitions de bric et de broc, nous expliquent nos compagnons anars mexicains, et chez eux encore plus qu'ailleurs...

Les coalitions pour ces élections 2018 le confirment! : “Frente Ciudadano por México” (*Front citoyen pour le Mexique*) regroupe le néolibéral PAN (*Partido Acción nacional*), le parti de gauche populiste PRD (*Partido Revolución Democrática*) et le social-démocrate *Movimiento Ciudadano*. “Juntos haremos historia” (*Ensemble nous écrirons l'histoire*) associe deux partis de gauche, Morena et PT (*Partido de los Trabajadores*), et le parti de droite évangéliste PES (*Partido Encuentro Social*). “Meade ciudadano por México” (*Pacte citoyen pour le Mexique*) regroupe le *Partido Revolucionario Institucional* PRI (issu de la révolution mexicaine, haha, bravo pour l'oxymoron), les écologistes PVEM (*Partido Verde Ecologista de México*) et le parti de centre gauche PANAL (*Partido Nueva Alianza*).

Monica JORNET
Groupe Gaston Couté.

Nous les anarchistes l'avons toujours dit, l'histoire le prouve et les faits actuels le confirment: il n'y a pas de différences au sein de la classe politique. Il se peut qu'il y ait des différences apparentes mais leur fonctionnement, leur rôle dans le système, les intérêts qu'ils défendent sont les mêmes. La classe politique au Mexique se compose des partis PRI, PVEM, PAN, PANAL, PRD, PT, *Movimiento Ciudadano* et, plus récemment, MORENA. Que ces derniers soient de droite, de centre ou de gauche sont du pareil au même, ce sont ceux-là même qui dévorent le butin que leurs maîtres répartissent entre eux. Pour apporter quelques exemples du butin des partis: en 1996 avec l'approbation de la réforme constitutionnelle et législative, on a garanti une forte somme d'argent du Trésor Public pour financer les activités des partis, au cours ou en dehors des périodes électorales. Quand la réforme a été appliquée pour la première fois, en 1997, les partis ont reçu pour leurs activités ordinaires 1031,8 millions de pesos. [...] 3170, 5 millions en 2013. La tendance au cours de cette période de 6 ans de présidence (ou “sexenio”) s'est maintenue et semble irréfrénable, nous le voyons par exemple avec la signature du “Pacte pour le Mexique”. PAN, PRI et PRD ont signé en une sainte alliance un pacte de collaboration, moyennant toute une série d'engagements au bénéfice du pays, c'est-à-dire en clair, au service des intérêts exclusifs du capital. Pour ce qui est plus particulièrement des partis politiques, le sujet est traité dans la partie “Accord pour la gouvernance démocratique” au chapitre “Partis politiques et élections”: “Les partis politiques nécessitent un cadre juridique qui garantisse plus de transparence et de stabilité au système politique dans son ensemble”, c'est-à-dire des lois qui maintiennent et protègent la classe politique dans son ensemble et éliminent les entraves existantes quand il s'agit de recevoir des financements. Concrètement cela est établi avec l'engagement 89 “Loi générale des Partis” et le 90 sur la “réduction et plus grande transparence des dépenses des partis” et consiste à blinder la classe politique pour maintenir son fonctionnement régulier: à savoir vivre des caisses de l'État et donner l'image que tout se passe normalement.

Comme il fallait s'y attendre, le vieux film se répète aujourd'hui, en version actualisée et avec de nouveaux acteurs, même si les protagonistes sont presque invariablement les mêmes, - presque, parce qu'il y a des rivalités pour emporter le rôle de première étoile. Si, à la fin des années 80, une fraction a quitté le PRI

pour constituer un nouveau parti à sa façon - brûlant de revenir au “capitalisme d’État” et au “nationalisme révolutionnaire” et ce qu’il représente -, et fonder plus tard le PRD, à présent nombreux sont ceux qui quittent le PRD et courrent chez MORENA qui ne défend qu’une humanisation de certains aspects du système exploiteur. Et cela advient certainement parce que les dirigeants du parti sont des personnes ayant perdu leurs fiefs à cause du néolibéralisme et cherchent, sous leur bannière “anti-néolibérale”, justement à retrouver les priviléges dont ils jouissaient quand tout était “amour” dans la “grande famille révolutionnaire”, en canalisant ce mécontentement par des voies légales, à savoir les urnes électorales, ainsi que le leur a conseillé le SME. Et que dire de toute cette gamme d’organisations de gauche et de partis politiques non légalisés mais brûlant de l’être, qui se camouflent en attendant dans l’ombre de quelque parti légal et se préparent à profiter eux aussi du butin électoral? La liste en est longue et aberrante: *El Militante, Izquierda Socialista (Gauche socialiste)*, OPT, PRT, OST, PCMml, PCM, etc... Des petits groupes qui lors de périodes électorales précédentes ont appelé à voter PRD, certains obtenant ainsi du pouvoir un os à ronger, comme par exemple quelque préfecture (“*diputación fédéral*”). Rien de nouveau à notre avis. Nous, nous en trouvons un exemple parmi les plus aberrants, avec le parti stalinien FPR, qui, avec l’autoritarisme et l’opportunisme qui le caractérise, a utilisé les sigles de l’APPO (*Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca, constituée suite à une révolte d’organisations sociales en 2006*) et a lancé avec le PRD un candidat aux législatives locales pour le district de Tlaxiaco. Nous trouvons même des organisations qui ne sont pas forcément des partis politiques mais qui, dans les faits, jouent le rôle de muletier pour légitimer de tels partis, les conseiller et leur apporter des sympathisants au niveau local qui se traduisent en bulletin de vote, directement ou indirectement : ainsi l’agonisant 132 et le *Mouvement pour la Paix dans la Justice et la Dignité* de Javier Sicilia qui aujourd’hui fait les yeux doux à Pena Nieto depuis que celui-ci a fait approuver une *Loi de Victimes*, absolument impuissante par ailleurs. La normalité consiste à trouver de nouvelles fusions ou alliances de partis politiques selon les intérêts de la joute électorale du moment. Le tableau le plus récent en vue de la joute électorale pour la présidence de cette année voit des alliances [...] qui nous permettent de constater à quel point les antagonismes supposés entre partis disparaissent lorsqu’il s’agit de remporter l’os en jeu politiquement. Dans ce scénario, et sachant que les partis politiques ou les organisations qui cherchent à être inscrites comme parti, sont non seulement dans le système, mais sont aussi ceux qui nous agressent, nous emprisonnent et nous assassinent, les exemples sont surabondants: Atenco, Chiapas, Guerrero, Michoacán ou ici, dans le District fédéral (Ville de México). Les partis de toutes les couleurs approuvent la répression avec l’intervention de la police à tous les niveaux (local; étatique, et fédéral), c’est pourquoi les partis politiques sont nos ennemis...

BERUMEN, Apoyo Mutuo
juillet-septembre 2013
Traduction Monica JORNET.
